

face de ces faits de la dernière insignifiance. (Écoutez !) Mais sixièmement, M. l'ORATEUR, je suis en faveur de la confédération parcequ'en cas de guerre elle mettra les colonies à même de mieux se défendre, et de prêter à l'empire une assistance plus efficace que si elles restaient isolées. Je ne suis pas de ceux pour qui la guerre est un cauchemar de toutes les nuits ; je ne crois pas qu'il soit nécessaire d'armer ce pays sur une très-grande échelle ; je n'ai jamais douté que le courage militaire ne soit essentiel dans de certaines bornes à l'existence d'un grand peuple, mais j'ai pensé que le moment n'est pas arrivé où le Canada doit, en toute sûreté, prendre le soin de sa propre défense ; je crois que tant que nous sommes en paix et que la mère-patrie nous couvre de son égide, nous devons cultiver nos champs, croître en nombre et en force, en attendant le jour où nous pourrions sans crainte rencontrer nos ennemis face à face. Mais on admettra,—et inutile ici de fermer les yeux à l'évidence,—que cette question des défenses a, depuis deux ans, pris un aspect tout nouveau. Le temps est venu,—et peu importe en ceci quel soit le ministère au pouvoir en Angleterre,—où l'Angleterre exigera que ses relations militaires avec une grande colonie comme le Canada soient réglées sur de nouvelles bases. En cela, je l'admets, elle a raison. On dira que dans certaines demandes qu'on nous a faites on n'a pas toujours tenu compte de notre position, et que ces demandes qu'on ne nous permettait pas de discuter dans leurs détails, n'étaient ni justes ni opportunes. Sur ce point je crois que lorsqu'une colonie est sortie des difficultés premières et est en voie assurée de progrès et de prospérité, il est juste et raisonnable qu'elle songe à payer sa part des frais de défense. Mais dans quelles proportions ? C'est une grave question qui demande à être discutée comme celle de savoir quels secours une colonie peut réclamer de la mère-patrie en cas de guerre,—et certes c'est sur ce terrain que le gouvernement impérial désire se placer pour régler la question. (Écoutez !) Je suis sûr qu'on ne nous demandera que ce qui est juste et les populations du Canada sont prêtes à l'accorder. (Écoutez !) Dans mes conversations avec les hommes publics des différents partis en Angleterre, lors de mon dernier voyage, je constatai que quelques-uns pensaient que l'union du Canada avec l'Angleterre faisait courir à la mère-patrie le danger d'une

guerre avec nos puissants voisins, et que le système colonial imposait à la métropole des charges aussi lourdes qu'injustes,—d'autres, en plus grand nombre, pensaient que nous n'avions pas mis assez d'énergie et de spontanéité dans l'organisation de nos milices,—mais pas un seul, dans aucun camp politique, n'hésita à déclarer qu'en cas d'une invasion du Canada, l'honneur de la Grande-Bretagne serait mis en jeu, et que toutes les forces de l'empire devraient alors voler à notre secours. (Écoutez ! écoutez !) Mais à cette déclaration invariable et pleine de sens se trouve jointe cette autre que nous sommes obligés de contribuer aux charges de la défense en temps de paix comme en temps de guerre, non seulement cette province mais toutes les colonies anglaises. Qui ne sait que l'empire des Indes supporte maintenant tous les frais de son administration militaire,—et que les colonies d'Australie ont convenu de donner £40 sterling par chaque soldat que la métropole y envoie ? Cette ligne de conduite va s'établissant graduellement,—et qu'il y ait union ou non, chacune des colonies de l'Amérique peut et doit s'attendre à se voir obligée de partager dans la défense de l'empire. Est-ce qu'on oserait nier la justice d'un tel procédé ;—est-ce que des colonies aussi importantes que celles-ci ne devraient pas s'enorgueillir de l'accepter et de s'y soumettre de bonne volonté ? (Applaudissements.) C'est mon intime conviction que rien n'est plus loin des idées du peuple canadien que cette pensée de vouloir que l'Angleterre se taxe pour lui rendre service ; c'est pourquoi, la question suivant moi se présente sous la forme suivante :—“ cette part que le Canada et les autres provinces devront prendre, dans un avenir assez proche, à la défense de l'empire, sera-t-elle plus efficace venant d'un seul peuple entreprenant, énergique, uni, que de cinq ou six petites populations fractionnées entr'elles ? ” (Écoutez ! écoutez !) La réponse ne souffre pas d'objections. Mais, d'un autre côté, il n'y a pas que nos nouvelles relations avec la métropole qui nous fassent un devoir de porter une partie du fardeau de la défense, nos propres relations avec la république voisine, relations qui elles aussi ne sont plus les mêmes, nous y obligent. Je ne suis pas de ceux qui croient que les américains ont la moindre envie de nous attaquer, et que le premier usage qu'ils sont pour faire de leur nouvelle liberté sera l'invasion d'une province paisible qui ne leur a donné aucune raison d'en agir ainsi. Au